

LES
inspirations

ÉCO

AFRIQUE

**NOUVELLE
FORMULE**
10 pages

UEMOA

Le Maroc change d'approche

ACTUALITÉ

Les ambitions «rattrapées» de Palmeraie développement **P. 27**

L'ANALYSE DE LA SEMAINE

Ciment, l'heure de la révolution grise a sonné **P. 28**

LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

L'Éthiopie séduit les investisseurs **P. 29**

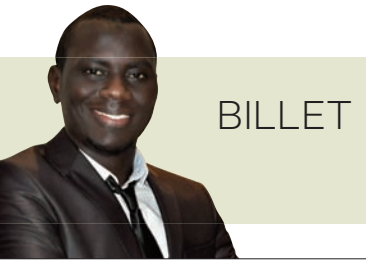
CAHIER DE L'INTÉGRATION

Croissance, l'afro-optimisme se poursuit **P. 30-31**

VUE DU CAMEROUN

Malaise social à la CDE **P. 33**





BILLET

Safall Fall
s.fall@leseco.ma

Alternatives

Dans le sillage des produits financiers dits alternatifs qui se développent progressivement dans le continent, le Crowd Funding veut aussi sa place sous le soleil africain. Le concept, apparu en Europe que très récemment dans un contexte de frilosité de plus en plus prononcée des banques à financer des micro projets, se positionne aujourd'hui sur le continent. Après le Bénin, l'une des plateformes leaders de la finance solidaire, Babyloan, aurait aujourd'hui du mal à cacher ses ambitions concernant le Maroc. D'autres devraient bientôt suivre ses pas. C'est dans la conjoncture actuelle où l'homme a tant besoin de nouvelles références, et au cours de laquelle le système capitaliste a fini de montrer ses limites, que le concept du financement participatif aurait son rôle à jouer dans le développement économique et social du continent. Toutefois, avant de s'empresser de l'adopter, nous gagnerions beaucoup à promouvoir nos propres systèmes de financement participatif, vieux comme le continent. La «tontine», par exemple, est l'un de ces véritables systèmes bancaires «à l'africaine» que la finance conventionnelle du continent a toujours négligé et relégué au second plan, malgré son efficacité et son caractère solidaire. L'ancêtre du microcrédit – comme le nomment certains spécialistes – est un excellent palliatif à la sous-bancarisation ainsi qu'aux difficultés d'accès aux produits de la finance conventionnelle, notamment pour les usagers ruraux.

200 MDH pour les PME africaines

Le fonds Advanced Finance and Investment Group (AFIG) vient d'annoncer son projet de levée de fonds d'un montant de 200 MUSD dans les deux prochaines années. Ce fonds sera entièrement destiné au financement des petites et moyennes entreprises africaines. L'annonce a été faite lors du Reuters Africa Investment Summit, à Johannesburg en Afrique du sud, par Pape Madiaw Ndiaye, le pdg de l'AFIG. Le Fonds est basé à Île Maurice avec des représentations au Sénégal et aux États-Unis. L'AFIG a déjà investi 45 MUSD dans plusieurs secteurs de l'économie en Afrique notamment dans celui de la banque où il a soutenu l'ouverture de 3 filiales du groupe financier panafricain Ecobank Transnational Incorporated.

Nedbank dévoile ses ambitions panafricaines

Le groupe bancaire sud-africain Nedbank compte s'implanter dans «cinq nouveaux pays en Afrique australe et en Afrique de l'Est à moyen terme dans le cadre de sa stratégie d'expansion africaine», selon des informations relayées par l'agence spécialisée Ecofin. «Notre stratégie est de bâtir un réseau bancaire panafricain en étendant notre présence en Afrique australe et en Afrique de l'Est sur cinq pays à dix pays à moyen terme», a souligné Nedbank dans son rapport annuel, sans citer les pays visés. Selon la presse sud-africaine, Nedbank envisagerait, entre autres, de s'implanter au Kenya, en Zambie et au Botswana. Détenu à hauteur de 52% par l'assureur Old Mutual, Nedbank dispose actuellement de filiales au Lesotho, au Malawi, en Namibie, au Swaziland et au Zimbabwe. Ladite banque dispose par ailleurs de bureaux de représentation au Kenya et en Angola, rappelle Ecofin.



6% de hausse des transferts de fonds

Les transferts de fonds des migrants vers l'Afrique subsaharienne ont représenté 32 MMUSD en 2013, soit une augmentation de 6,2%, dépassant ainsi le record de 30 MMUSD atteint en 2011. Ces entrées de capitaux ainsi que la baisse des prix alimentaires ont stimulé les revenus réels des ménages et leurs dépenses.

L'OFPPPT s'associe à l'État guinéen

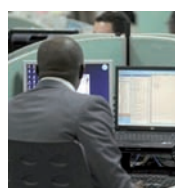
En marge de la dernière tournée royale dans le continent, l'OFPPPT avait signé une convention de partenariat avec le département guinéen en charge de l'Enseignement technique, de la formation professionnelle, de l'emploi et du travail. Pour la mise en œuvre de ce partenariat, l'OFPPPT a reçu, en visite officielle, Damantang Albert Camara, le ministre guinéen de l'Enseignement technique, de la formation professionnelle, de l'emploi et du travail. À cette occasion, une convention spécifique d'application a été signée jeudi dernier. Il est à préciser qu'une délégation d'experts de l'OFPPPT a conduit à Conakry, du 15 au 23 mars 2014, une mission de diagnostic du dispositif de formation professionnelle guinéen, et qui a abouti à un plan d'action arrêté conjointement.

52,5 MDH de la BAD à la Tanzanie

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un prêt du Fonds africain de développement (FAD) en faveur de la Tanzanie. D'un montant de 52,5 MDH, ce prêt vise à financer un programme d'appui au développement des filières de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle (EFTP), ainsi que la formation pédagogique. La Tanzanie a pour ambition d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2025. Afin d'y parvenir, ledit pays doit quadrupler sa population active hautement qualifiée et plus que doubler sa main-d'œuvre moyennement qualifiée – soit gagner 3 millions de personnes de plus pour les premiers et 7 millions de plus pour les autres d'ici à 2025.

AGENDA

Cartes Afrique 2014



Le secteur africain de la monétique et de la finance dématérialisée se réunira à Marrakech du 24 au 25 avril prochains pour marquer la 9^e édition de Cartes Afrique, l'évènement régional des métiers et technologies de la carte en Afrique du Nord, du Centre et de l'Ouest. L'évènement est organisé par i-Conférences, en partenariat avec Mastercard.

UNECA



Une réunion du groupe d'experts de la Commission économique pour l'Afrique (UNECA) se tiendra du 21 au 23 avril prochains, à Lagos, la capitale nigérienne. La rencontre sera axée sur les profils et le degré de préparation des pays en matière de science, d'innovation et de technologie.

Les ambitions «rattrapées» de Palmeraie développement

Le groupe a fait le plein en investissements immobiliers et touristiques en région subsaharienne. Il emboîte le pas à ses prédécesseurs et s'implantent en Côte d'Ivoire et au Gabon, ses premières étapes de croissance sur le continent. Il compte s'imposer, à termes, parmi les opérateurs marocains du secteur les plus présents sur le continent.

Le groupe marocain peut aujourd'hui se targuer d'avoir réussi ses premiers pas sur le continent. Il vient en effet d'emboîter le pas à ses prédécesseurs sur les marchés subsahariens dans l'objectif de surfer sur l'effervescence que nous connaissons dans le secteur africain de l'immobilier et de l'hébergement touristique. Le groupe a décroché il y a quelques semaines un important projet de logements économiques auprès de la Société gabonaise de gestion et de construction de logements sociaux au Gabon. Ce projet consiste en la construction de quelques 500 logements sociaux d'un montant d'investissement non communiqué. Au-delà de la concrétisation de l'opération en elle-même, c'est toute une stratégie de croissance externe qui se déroulera à partir de cette année. Quelques jours plus tôt, en Côte d'Ivoire, les responsables du groupe marocain signaient un premier protocole d'accord pour la réalisation d'un projet touristique à Abidjan et une convention-cadre portant sur la réalisation de 10.000 logements sociaux et



économiques en Côte d'Ivoire. «Cette stratégie de développement en Afrique, notamment en Côte d'Ivoire et au Gabon, vise à soutenir l'essor des marchés des pays de la région dans le secteur du tourisme et de la promotion immobilière et à accompagner la volonté du Maroc dans le renforcement des relations économiques des deux pays», explique-t-on dans un communiqué du groupe. Pour les responsables dudit groupe, ces deux pays ont su «mettre en place un cadre favorable et at-

tractif aux affaires et propice à la démultiplication des partenariats publics privés sud-sud et des transferts de technologie en proposant un cadre incitatif à l'investissement».

Tourisme

Concernant le secteur touristique, le gouvernement ivoirien a pour objectif d'atteindre 500.000 touristes par an et un million de touristes à l'horizon 2020. Les autorités ivoiriennes ont également mis en place un important programme immobi-

lier visant le développement de l'offre en logements sociaux. De nombreuses mesures incitatives ont été mises en place au profit des promoteurs.

En matière d'investissements touristiques, le groupe marocain s'est taillé une solide réputation.

«L'implantation du groupe en Côte d'Ivoire est une 1^{re} étape dans notre développement à l'international», a commenté Hicham Berrada Sounni, président de Palmeraie développement et ce dernier de préciser que «nous souhaitons exporter notre vision du tourisme et de l'immobilier en Côte d'Ivoire. En matière de tourisme, notre groupe a été pionnier au Maroc en développant le premier Resort à Marrakech avec pour maître-mot la diversité de l'offre au niveau des loisirs et des affaires et c'est ce que nous développerons à Abidjan en partenariat avec le gouvernement ivoirien».

Attijariwafa bank

partenaire de votre dossier Afrique



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

ANALYSE DE LA SEMAINE



(CIMA), du groupe Addoha, multiplie les implantations industrielles à tour de bras dans le continent,

Les mastodontes du secteur du ciment s'activent pour gagner le plus de parts de marché.

Ciment

L'heure de la révolution grise a sonné

● Soulevé par la multiplication des projets d'infrastructures et le développement du secteur immobilier dans plusieurs économies du continent, un gros «nuage gris» se prépare à s'abattre sur le continent, et sur les années à venir.

L'année 2014, en particulier, marque un tournant décisif dans la ruée vers l'or gris et le développement concurrentiel du secteur en Afrique. En effet, à peine les géants Lafarge et Holcim ont-ils fini de consommer leur mariage qui devrait donner naissance au leader mondial - mais aussi africain - de l'industrie du ciment que c'est déjà le branle-bas de combat chez les industriels africains aux ambitions panafricaines. Le nigérian Dangote Cement, l'un des principaux concurrents du français Lafarge sur le continent, est le premier à ouvrir les hostilités en

perspective de cette fusion. Le groupe, déjà leader du continent en termes de production, vient en effet d'annoncer ses intentions de doubler sa production qui devrait désormais passer à 40 millions de tonnes. Dans le détail présenté à la presse par les responsables de Dangote Cement, cette montée en régime devrait passer par la production de 9 millions de tonnes supplémentaires à partir de ses unités industrielles au Nigeria, ainsi que de 11 millions de tonnes additionnelles à partir des installations du groupe dans le continent. Le groupe nigérian ne compte pas s'arrêter là. L'industriel

mise plus que jamais sur la maîtrise de ses coûts de production et de commercialisation afin de dégager des profits substantiels. Un objectif quasi atteint en 2013, avec un peu plus du milliard de dollars de bénéfices au terme de l'année écoulée. À l'horizon 2016, Dangote Cement compte porter sa production annuelle à quelque 60 millions de tonnes.

Concurrence

La configuration actuelle et future de l'industrie cimentière devrait par ailleurs davantage se compliquer avec l'arrivée du ciment marocain. Ciments de l'Afrique

plus précisément dans la région ouest-africaine. L'une des dernières en date remonte à il y a tout juste quelques semaines, au Ghana. Anass Sefroui, l'homme d'affaires marocain, lançait dans ce pays d'Afrique de l'Ouest la construction de sa huitième usine de production de ciment. Le projet devrait porter sur un investissement dépassant les 600 MDH, pour une capacité de production totale d'un million de tonnes. La construction de l'infrastructure industrielle devrait s'étaler sur les 18 prochains mois de construction. Il faut rappeler que CIMA est déjà bien présent dans le continent, ayant déployé le même modèle industriel en Côte d'Ivoire, au Cameroun, en Guinée-Conakry, au Gabon, au Burkina Faso, au Congo-Brazzaville et au Mali. Cependant, cette présence demeure pour le moment confinée à l'Afrique de l'Ouest. Dans le reste du continent, notamment vers la région australe, c'est le sud-africain Pretoria Portland Cement qui mène les jeux. Déjà présent au Rwanda et intéressé par le marché algérien, PPC vient en effet de finaliser un important investissement - 230 millions de dollars - pour s'installer dans la région des Grands Lacs, à partir de la République démocratique du Congo. ●

Infrastructures, un secteur à grand potentiel

Le grand déficit que présente le continent en infrastructures recèle d'importantes opportunités pour les industriels du ciment, dont la production est le principal baromètre du secteur de la construction et des BTP. Selon les organismes internationaux, les économies africaines consacrent quelque 43 milliards de dollars par an au financement du développement infrastructurel. Il n'empêche que le gap infrastructurel est encore loin d'être comblé. Il est estimé à quelque 50 milliards de dollars par an sur une longue période. En 2010 déjà, un rapport de la Banque mondiale constatait que «le mauvais état des infrastructures en Afrique subsaharienne réduisait la croissance économique nationale de deux points chaque année et la productivité des entreprises de près de 40%». Conscients de ce retard à rattraper sur le monde, nombre de gouvernements ont lancé des plans de développement dédiés au renforcement de leur dispositif infrastructurel sur les dernières années. En plus des programmes nationaux, la Banque africaine de développement (BAD) a mis en place le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA). Ce programme a pour objectif «d'établir une vision et une stratégie cadre pour le développement des infrastructures à l'échelle régionale et continentale dans les domaines de l'Énergie, du Transport, de l'Eau et des Télécommunications». Le PIDA est piloté par la Commission de l'Union Africaine (CUA), le Secrétariat du NEPAD et la BAD.

ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE MAROC ET L'ÉTHIOPIE (EN MILLIERS DE DH)

	2009	2010	2011	2012	ÉVOL. MOY. 09/12	JAN. DÉC. 13	JAN. DÉC. 13	ÉVOL. 13/12
Importations	18970	8233	13714	6677	-13,78%	6677	8323	24,65%
Part dans les importations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Exportations	163028	2881	199637	157492	2236,7%	157492	5380	-96,58%
Part dans les exportations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Solde	144057	-5352	185923	150815	-1232%	150815	-2944	-102%

SOURCE : OFFICE DES CHANGES

FICHE PAYS
ÉTHIOPIE

Taille

88,8 millions de consommateurs potentiels

Monnaie

Birr éthiopien

PIB

47,3 milliards de dollars US

Croissance PIB

6,5% en 2013, 6,5% en 2014 (Prévisions)

Région économique

Communauté économique d'Afrique de l'Est

Doing Business 2013 :

125^e mondial sur 189 pays (124^e au DB2013)

L'Éthiopie séduit les investisseurs

● L'économie de la Corne de l'Afrique compte sur sa forte attractivité vis-à-vis des IDE privés. L'agriculture, les télécommunications et le textile sont parmi les secteurs les plus investis. L'État, de son côté, maintient ses investissements dans le cadre de son plan stratégique de transformation de la croissance.

6,5% , c'est le taux qui exprime toute la dynamique économique de ce pays de la Corne de l'Afrique pour 2014. Les dernières appréciations de l'assureur-crédit Coface sur les perspectives de croissance éthiopiennes se veulent positives. Le pays devrait en effet maintenir sa dynamique de croissance, en comparaison aux 6,5% de l'année 2013 et aux 8,5% de 2012. L'économie éthiopienne devrait être principalement impulsée par le renforcement des investissements publics déployés dans le cadre de la stratégie quinquennale de développement du pays, dénommée Plan de transformation de la croissance (Growth transformation Plan). Les principales composantes de ce programme sont la croissance agricole, l'industrialisation du pays ainsi que son développement infrastructurel. Sur ce dernier volet, jus-

tement, les économistes de Coface rappellent qu'en juillet dernier : «un accord avec Djibouti a été finalisé afin de relier les deux pays par une ligne ferroviaire et une ligne électrique entre Addis-Abeba et Djibouti city». Le pays s'est également engagé dans une véritable politique d'ouverture aux investissements privés. «Les secteurs concernés sont l'exploitation agricole, l'extraction minière, la fabrication de certains biens de consommation

courante, la télécommunication et le textile». L'Éthiopie se positionne en effet de plus en plus sur ce dernier secteur, en particulier comme l'une des meilleures destinations d'investissement du continent. «Le numéro deux mondial du prêt-à-porter, le suédois Hennes et Mauritz (H&M), a notamment indiqué qu'il allait étendre son réseau de fournisseur à l'Éthiopie en 2014», selon Coface. Idem pour l'enseigne britannique Tesco et la chi-

noise Huajian, fabricant de chaussures pour les marques Guess et Tommy Hilfiger, qui y sont déjà présents. Les investissements décollent aussi dans le secteur des télécommunications. L'équipementier chinois ZTE a décroché, en 2013, un important contrat de 800 MUSD auprès de l'opérateur Ethio Telecom. Cette opération porte sur l'extension de son réseau et le développement de l'accès à internet dans le pays.

Risque pays

Environnement des affaires difficile : Le parti au pouvoir, l'EPRDP (Ethiopian People's Revolutionary Democratic Party), avait remporté les élections législatives de mai 2010 avec une majorité écrasante (546 sièges sur 547 au Parlement), grâce aux lois contraignantes préalablement votées concernant la presse, la société civile et les financements politiques. L'absence d'une opposition structurée ne favorise pas l'éclosion des revendications. Subsisteront néanmoins de fortes tensions militaires avec la Somalie et l'Érythrée. Par ailleurs, le partage des eaux du Nil est facteur de tensions récurrentes avec l'Égypte et le Soudan. En effet, l'Éthiopie remet en cause le traité de 1959 qui garantissait l'exploitation exclusive des eaux du Nil par le Soudan et l'Égypte. Enfin, le pays pâtit du niveau élevé de la pauvreté et d'un environnement des affaires difficile marqué par le manque de transparence des données du secteur public, la corruption et l'éviction du secteur privé.

Retrouvez tous les lundis
la nouvelle formule en 10 pages
de notre cahier

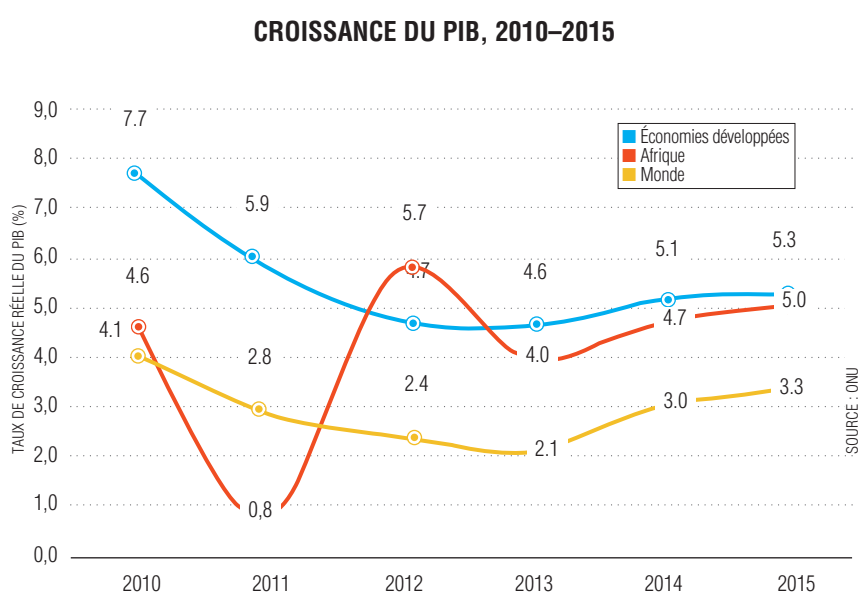
Épargne & investissement

Croissance

L'afro-optimisme se poursuit

● L'économie du continent devrait continuer à croître de 4,7% en 2013 à 5,2% en 2014, selon les conclusions du rapport «Africa's Pulse» de la Banque mondiale. Cette dynamique est boostée par la hausse des investissements dans les ressources naturelles et les infrastructures, ainsi que par la forte consommation des ménages. Analyse.

Il a beaucoup été question d'Afrique lors des dernières Réunions de printemps de la Banque mondiale (BM) et du Fond monétaire international (FMI), tenues en milieu de semaine dernière. Croissance, industrialisation et chômage, ces termes sont revenus plus d'une fois dans les échanges des économistes en présence de plusieurs ministres des Finances du continent. L'occasion a également été pour la BM de faire le point - à travers son dernier rapport «Africa's Pulse», une publication semestrielle dédiée à l'analyse des perspectives économiques de l'Afrique - sur l'état de santé économique du continent. Il en ressort des signes enthousiasmants de consolidation économique. La croissance du continent devrait en effet continuer d'augmenter, passant de 4,7% en 2013 à 5,2% en 2014, selon les prévisions de la BM. Ces résultats sont liés à la hausse des investissements dans les ressources naturelles et les infrastructures ainsi qu'à la forte consommation des ménages, selon les auteurs du rapport. Dans le détail, la croissance africaine a été particulièrement forte dans les pays riches en ressources naturelles tels que la Sierra Leone et la République Démocratique du Congo. Elle est également restée vigoureuse en Côte d'Ivoire et a pris un nouveau départ au Mali, favorisée, dans l'un ou l'autre pays, par une meilleure stabilité politique et un rétablissement de la sécurité. «Des pays sans ressources naturelles comme l'Éthiopie et le Rwanda ont également enregistré une croissance économique solide en 2013», indique-t-on dans le document de la BM.

**Investissements et inflation**

Si l'exploitation des ressources naturelles a mobilisé le gros des investissements, les flux de capitaux continuent de converger vers le continent. Ils ont fini par atteindre une proportion d'environ 5,3% du PIB de la région en 2013, «soit un niveau sensiblement supérieur à la moyenne des pays en développement (3,9%)», rappellent les experts de la BM. Les investissements directs étrangers (IDE) nets, alimentés

par la découverte de nouveaux gisements de pétrole et de gaz dans de nombreux pays, en particulier l'Angola, le Mozambique et la Tanzanie, ont augmenté de 16% pour atteindre un montant quasi-record de 43 milliards de dollars en 2013. Le tourisme a aussi été parmi les secteurs les plus pourvoyeurs de richesses au continent. Les activités liées au secteur ont connu une sensible amélioration au terme de l'année dernière, permettant de soutenir

●●●
La croissance a été particulièrement forte dans les pays riches en ressources naturelles.

la balance des paiements de nombreux pays de la région. Selon l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies, les arrivées de touristes internationaux en Afrique subsaharienne ont augmenté de 5,2% en 2013 pour s'élever à un nombre record de 36 millions contre 34 millions en 2012, contribuant ainsi à accroître les recettes publiques, les revenus des particuliers et à créer des emplois. Le rapport de la BM constate, par ailleurs, que dans le domaine des infrastructures, les entreprises et le commerce régional pâtissent particulièrement du mauvais état des routes et de l'accès irrégulier et onéreux à l'électricité. De plus, sous un angle macroéconomique, le rapport de la BM fait remarquer que l'inflation a diminué dans le continent avec un taux annuel de 6,3% en 2013 contre 10,7% l'année précédente. Ce fléchissement est dû à la baisse des prix internationaux de l'alimentation et du pétrole ainsi qu'à une politique monétaire prudente. «Toutefois, certains pays comme le Ghana et le Malawi ont subi une hausse de l'inflation du fait de la dépréciation de leur monnaie», précisent les économistes de la BM. ●

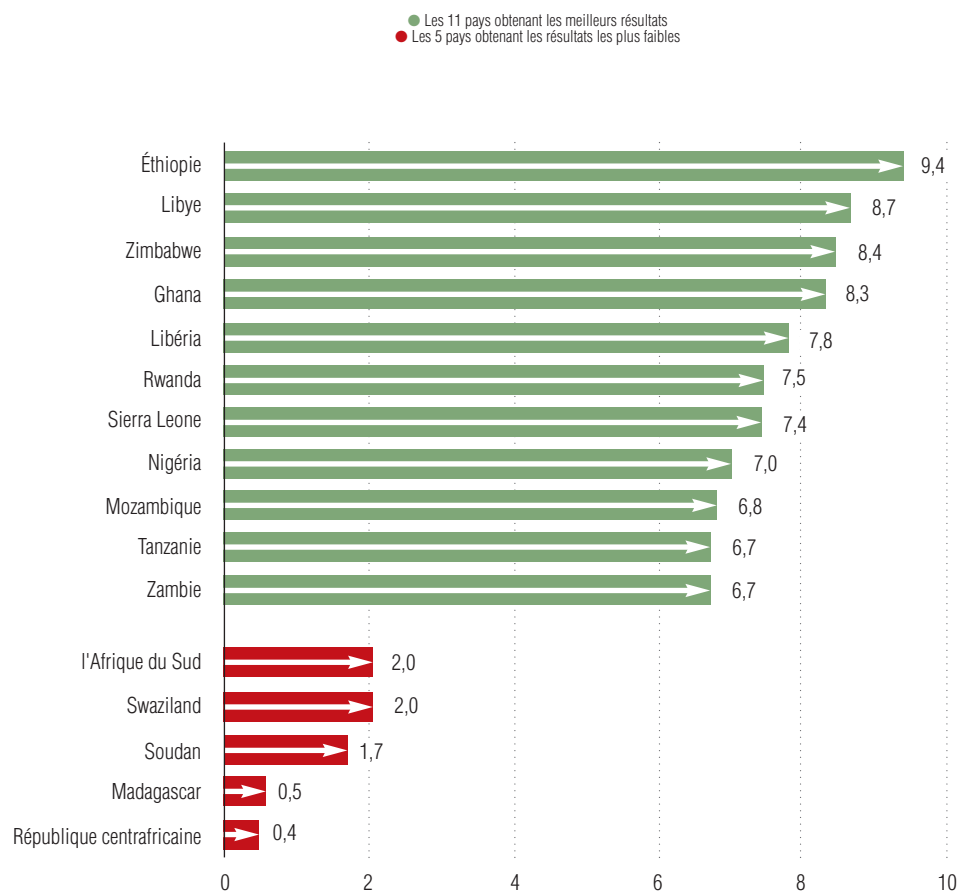
Le défi de la diversification des échanges

Dans leur analyse, les auteurs du rapport Africa's Pulse soutiennent que l'un des principaux défis structurels des économies africaines porte sur la diversification des exportations. «Bien que les exportations de l'Afrique subsaharienne se concentrent sur quelques produits clés, les pays de la région ont fait, en revanche, des efforts importants pour diversifier leurs partenaires commerciaux», a commenté Francisco Ferreira, économiste en chef de la région Afrique à la Banque mondiale, dans un communiqué de presse de l'organisme mondial. Et ce dernier de poursuivre qu'«au cours de la dernière décennie, les exportations vers les marchés des pays émergents tels que le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (BRICS) ont considérablement augmenté». Cette amélioration est principalement expliquée par la flambée de la demande en matières premières. En 2000, seulement 9% des exportations du sous-continent africain étaient destinés aux BRICS. Une décennie plus tard, les BRICS représentaient 34% du volume total des exportations de l'Afrique. Par ailleurs, il faut savoir que l'ensemble des exportations de l'Afrique en direction des BRICS dépassaient celles destinées à l'Union européenne en 2010. En 2012, le montant des exportations vers les BRICS s'est élevé à 145 milliards de dollars. Le marché chinois s'accapare près d'un quart (23,3%) du total des marchandises exportées par l'Afrique.

LES TALONS D'ACHILLE

● Risques politiques, famine, faiblesse des infrastructures... les paramètres qu'il faut résoudre pour espérer accélérer le développement du continent.

CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DES PRINCIPALES ÉCONOMIES AFRICAINES 2009-2013 (EN POURCENTAGE)



Matières premières :

Une moindre demande de métaux et d'autres matières premières essentielles, associée à une augmentation de l'offre, pourraient faire baisser sensible-

ment le cours des matières premières. Ce serait en particulier le cas si la demande chinoise, qui représente près de 45% de la demande totale de cuivre et une grande partie de la demande mondiale de minerai de fer, s'avérait plus faible et si l'offre continuait de croître. Dans ce cas, les cours du cuivre et du minerai de fer pourraient baisser plus fortement, ce qui aurait des conséquences particulièrement néfastes sur les pays producteurs de métaux.

Alimentation :

En Afrique subsaharienne, une forte dépréciation monétaire

comme au Ghana et en Zambie et des conditions météorologiques défavorables ont entraîné d'importantes hausses des prix dans certains pays. La séche-

resse de 2013 a réduit les récoltes de plus de 50% dans la partie sahélienne de l'Afrique de l'Ouest francophone. De plus fortes dépréciations monétaires et de moindres récoltes dues à des sécheresses plus prononcées pourraient affecter les ménages pauvres et entraîner une hausse de l'inflation. «C'est pourquoi une meilleure intégration des marchés régionaux pourrait réduire l'amplitude de la hausse des prix provoquée par des crises locales», selon l'Africa's Pulse. L'abaissement des barrières douanières et le renforcement des infrastructures commerciales amélioreraient la rapidité et l'efficacité de la réponse aux pénuries alimentaires.

Incertitudes politiques :

Les risques internes liés à des troubles politiques et sociaux et à l'insécurité demeurent l'une des menaces principales pour le développement économique de certains pays de la région. Au Soudan du Sud, le cessez-le-feu signé par les belligérants le 23 janvier 2014 reste fragile et des violences sporadiques continuent de perturber la production de pétrole. En République centrafricaine, l'insécurité et les déplacements massifs de population ont gravement perturbé l'activité économique et dégradé les conditions de vie. Enfin, des élections au niveau national pourraient ralentir le rythme des réformes structurelles qui sont essentielles au développement économique.

Des échanges de services sous-exploités :

Le rapport Africa's Pulse relève que la mondialisation des services représente un important potentiel de croissance pour les pays en développement. Les technologies et le recours à



Des programmes universitaires de haut niveau en Afrique, particulièrement dans le domaine des sciences appliquées, de la technologie et de l'ingénierie pourraient augmenter considérablement la compétitivité, la productivité et la croissance de l'Afrique. Des réformes stratégiques sont nécessaires afin d'assurer aux jeunes l'accès à une éducation scientifique aussi bien au niveau local que régional et de faire en sorte qu'ils obtiennent des diplômes qui correspondent aux besoins du secteur privé. Par ailleurs, le manque d'infrastructures continue de freiner l'essor du continent. Il faut donc augmenter de manière significative les investissements en la matière dans la plupart des pays de la région s'ils espèrent transformer de manière durable leur économie.

Makhtar Diop

Vice-président du Groupe de la Banque mondiale pour la région Afrique

la sous-traitance permettent à certains secteurs de surmonter les obstacles traditionnels liés au besoin de proximité physique et géographique. De nouveaux services comme le développement de logiciels, les centres d'appel et la sous-traitance de services administratifs aux entreprises peuvent désormais être échangés comme des biens manufacturés à forte valeur ajoutée. Les exportations de service de la région, qui pèsent 50 milliards de dollars, sont bien inférieures à celles des autres régions en développement. Toutefois, elles augmentent en moyenne de 12% chaque année. La part des services traditionnels comme le transport et le voyage a diminué, passant de 73% de l'ensemble des exportations des services en 2005 à moins de 64% en 2012.

Le manque d'infrastructures continue de ralentir l'essor du continent.



MOHAMED ABBOU

Ministre délégué chargé du Commerce extérieur

«Nous travaillons sur une révision d'approche du projet d'accord avec la zone UEMOA»

Les ÉCO : L'Afrique sera sans doute parmi ces destinations que vous tenterez de «vendre» aux exportateurs marocains ?

Mohamed Abbou : Nous allons évidemment mettre l'accent sur les opportunités et potentiels à l'export existant sur les marchés subsahariens. La dernière tournée royale dans cette région a permis de réitérer les nouvelles orientations insufflées par le roi à la diplomatie économique du royaume. Nous comptons suivre ces orientations en promouvant l'export, notamment vers les marchés du continent. Ces marchés sont des marchés d'avenir pour l'offre exportable du royaume. Pendant les journées régionales de l'export, que nous allons démarrer dans les prochaines semaines, nous parlerons en effet avec les opérateurs économiques, des différentes opportunités existantes sur ces marchés, ainsi que des moyens et voies de mieux les saisir. Sur le volet des investissements, également, les derniers chiffres rendus publics par l'Office des changes sont assez parlants. Pour l'année 2013, par exemple,

les investissements des opérateurs économiques marocains en Afrique subsaharienne ont dépassé la barre du milliard de dirhams, pour constituer plus de 44% du total des investissements marocains sur les marchés à l'étranger. Il faut savoir que ce pourcentage est pourtant bien inférieur à ce nous avons l'habitude de relever sur ces marchés, qui représentent généralement pas moins de 50% de nos investissements à l'étranger. Une année auparavant, encore, nous avons frôlé les 2 MMDH.

Quels sont les grands défis à l'offre exportable marocaine sur ces marchés ?

Nous sommes en train de travailler sur toutes les problématiques affectant la compétitivité de l'offre marocaine sur ces marchés. La logistique et le transport sont en effet l'un de nos chantiers les plus importants. Nous nous penchons actuellement, à ce propos, sur un projet de contrat-programme dédié au secteur. L'objectif est d'atténuer les contraintes qui s'érigent aujourd'hui face à l'exportateur marocain. Une agence nationale a déjà été mise en place. Nous comptons nous occuper davantage de ce secteur pour nous donner les moyens de nos ambitions sur les marchés internationaux.

●●●
Les investissements des opérateurs marocains en Afrique subsaharienne ont dépassé la barre du 1 MMDH, pour constituer plus de 44% du total des investissements marocains sur les marchés à l'étranger.

Où en êtes-vous dans les négociations de l'accord avec l'UEMOA ?

Les négociations traînent toujours, il faut l'avouer. Nous comptons toutefois sous les instructions du roi, changer notre approche dans ces pourparlers pour accélérer le processus vers la conclusion de ce partenariat avec les économies de la zone UEMOA. Nous travaillons donc sur une révision d'approche du projet d'accord en lui-même, pour entrer dans les détails et le faire aboutir incessamment. Ce qui est certain, c'est que nous nous efforçons de sauvegarder autant que possible les intérêts des deux parties. La logique qui prévaut dans nos échanges, sur ce dossier, est celle du win-win. Les opportunités encore inexploitées dans le secteur des échanges commerciaux entre notre pays et ceux d'Afrique subsaharienne sont encore bien importantes. Je pense qu'il faudrait que nous accélérions les négociations, sur la base de nouvelles propositions mieux à même d'arranger toutes les parties.

La CEDEAO est en train de négocier un important partenariat économique et commercial avec l'UE. Cela devrait-il changer grand-chose ?

Je ne pense pas qu'il puisse y avoir de réels impacts sur les négociations. Nous poursuivons nos efforts visant à mettre en place la meilleure proposition possible avec nos partenaires de la région UEMOA, afin de faire passer le processus à une vitesse supérieure. Nous devons en tout cas faire tout notre possible pour faire aboutir ces négociations dans les meilleurs délais, au plus tard fin 2015. Nous avons perdu beaucoup de temps de part et d'autre. ●

La caravane de l'export entame son périple régional

Les rencontres régionales de l'export ont été présentées en début de semaine dernière à Casablanca. Ce programme devrait concerner toutes les régions du royaume, sur la période allant du 17 avril au 27 juin. L'objectif ici est de faire d'une pierre plusieurs coups : (re)prendre le pouls de l'offre exportable du pays et informer sur les programmes de l'État destinés à l'appui de cette offre. Cette campagne devrait en effet permettre d'identifier le potentiel exportable de chacune des régions du royaume, ainsi que les opérateurs potentiels ou confirmés qui s'activent au niveau local. Il s'agira également de mettre le doigt sur les problématiques rencontrées par ces exportateurs dans leur démarche d'internationalisation. Le ministère en profitera pour recueillir les avis des acteurs, dans le but de peaufiner sa stratégie de développement des exportations. L'autre enjeu de cette opération - sans doute des plus stratégiques - est celui de l'information.



BILLET

Thierry Ekouti,
Dir.pub-Le Quotidien de
l'Économie (Cameroun)

S'associer contre l'insécurité

Récemment, deux religieux français étaient enlevés au Nord du Cameroun. Même si personne n'a encore rien revendiqué, tous les index sont pointés vers Boko Haram, ce mouvement terroriste qui sévit surtout au Nigeria. Pourtant, l'enlèvement n'en finit pas de susciter des interrogations au sein de l'opinion publique qui ne comprend pas la facilité avec laquelle ces malfaiteurs opèrent sur cette partie du territoire camerounais alors que l'État y a déployé des bataillons d'intervention rapide (BIR). La difficulté qu'a le BIR d'empêcher Boko Haram d'opérer au Cameroun montre qu'il faut changer de stratégie dans la traque de ces bandits dont les actes ont déjà poussé les organisateurs du Paris-Dakar à changer d'itinéraire pour aller en Amérique du Sud, entraînant aussi une forte baisse de la fréquentation touristique de la partie Nord du Cameroun, désormais déconseillée à leurs citoyens par les ambassadeurs établis à Yaoundé...

Il semble par exemple plus efficace pour tous les États sahéliens de s'associer pour mener cette croisade contre Boko Haram dont les membres passent facilement d'un pays à un autre, du Mali au Soudan en passant par le Niger, le Nigeria, le Cameroun et le Tchad, etc. En opérant de manière isolée, il est en effet impossible pour les soldats d'un pays de contrôler et de venir à bout de cette nébuleuse qui sévit au-delà des frontières de chaque État. ●

Malaise social à la CDE

● Les employés locaux de la Camerounaise des eaux, filiale camerounaise de l'ONEE, ont récemment présenté au ministre du Travail un chapelet de griefs allant de leurs droits sociaux à leur retraite.

Bientôt dix ans depuis la privatisation de la Société nationale des eaux du Cameroun (SNEC), et les ex-employés de celle-ci, qui avaient été reversés dans la Camerounaise des eaux (CDE), ne possèdent toujours pas la totalité de leurs droits sociaux, évalués à 50 millions de FCFA (100.000 dollars). Ils l'ont clairement fait savoir le vendredi 4 avril au cours d'une cérémonie de remise de médailles d'honneur du travail au personnel de la CDE. Jean Tsanga, le représentant des travailleurs a martelé à l'endroit du directeur général de la Cameroon Water Utilities Corporation (Camwater) et au ministre du Travail et de la sécurité sociale la nécessité de régler le reliquat de cette dette, qui était de 3 milliards de FCFA (6 millions de dollars). Faut-il le rappeler, la Camwater est la société de patrimoine créée par l'État camerounais en même temps que la CDE, à l'occasion de la privatisation en 2008 de la SNEC qui s'est faite suivant le système de l'affermage. Au cours de cette cérémonie du 4 avril, le porte-parole des travailleurs a exhorté la hiérarchie de la CDE à corriger certains problèmes qui continuent d'entacher le traitement du personnel de la société. Il s'agit par exemple de la question des diplômes se rattachant aux médailles d'honneur du travail décernées aux travailleurs de l'ex-SNEC en 2007, lesquels diplômes ne sont toujours pas délivrés à ce jour. Il s'agit aussi de ce que le porte-parole des employés appelle l'«apartheid syndical». Il s'agit, à en croire Jean Tsanga, de la discrimination entretenue par certains hauts cadres de l'entreprise et qui veut qu'une organisation comme la Fédération nationale des syndicats des travailleurs de l'eau et de l'énergie électrique du Cameroun (Fensteeec) soit interdite de fonctionnement dans l'entreprise. Autre revendication, et pas des moindres: la retraite. Les travailleurs estiment en effet que malgré les efforts consentis par les employeurs du secteur de l'eau pour une revalorisation de l'indemnité de fin de carrière, «la retraite demeure un cauchemar



pour les travailleurs des secteurs parapublics et privés», d'autant plus que l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) appliqué à l'indemnité de fin de carrière vient opérer une ponction sur cette indemnité. «Cet impôt nous semble abusif, en ce sens qu'il violerait le principe du droit fiscal qui proscrit le paiement d'un même impôt deux fois et pour le même objet», estiment les travailleurs par la voix de leur représentant. C'est dire si un réel inconfort couve bien dans les rangs des employés de la CDE qui estiment aussi que les différentes pres-

Les syndicats demandent le paiement du reliquat des droits sociaux.

tations de la CNPS (Caisse nationale de sécurité sociale), et en particulier la pension vieillesse, ne sont plus adaptées à l'évolution des rémunérations et au renchérissement permanent de la vie. Comme réaction à tous ces griefs, que le ministre du Travail, Grégoire Owona, a promis d'examiner ces différents problèmes afin d'y apporter des réponses «dans les jours à venir». C'est en 2008 que la

CDE a commencé ses activités de production et de distribution de l'eau potable au Cameroun. Pour cela, elle exploite les infrastructures mises à sa disposition par l'entreprise publique Camwater. À la faveur de l'événement du vendredi 4 avril dernier, le Marocain Brahim Ramdane, le directeur général de la CDE, a affirmé qu'en 2013, l'entreprise a produit sur l'ensemble du territoire camerounais un total de 125 millions de m³ d'eau potable. Une eau distribuée à environ 348.000 abonnés et utilisée par plus de 9 millions de personnes, ce qui reste bien peu pour un pays dont la population est estimée à quelque 22 millions d'habitants. Parmi les problèmes que rencontrent la CDE, il y a de fréquentes coupures d'électricité qui limitent les performances de ses équipements qui, eux-mêmes, souffrent d'une vétusté certaine. En outre, il y a la très faible extension du réseau de distribution. Seule une centaine de villes sur plus de 300 sont connectées et, dans des villes comme Douala et Yaoundé, la majorité des habitants se ravitaillent auprès des rivières, des puits ou des forages, n'ayant pas accès à l'eau de la CDE. ●

PAR **JULIEN CHONGWANG**
Le Quotidien de l'Économie -
Douala - Cameroun